COMMUNE DE MONTREUX

SERVICE DE L'URBANISME

PLAN D'EXTENSION PARTIEL

CONCERNANT LE SECTEUR SITUE A L'OUEST DU PARC DE VERNEX ENTRE LA ROUTE CANTONALE N° 780 ET LE QUAI DE VERNEX

Approuvé par la Municipalité de MONTREUX dans sa séance du **23 Août 1974** et soumis à l'enquête publique du **15 Oct. 1974** au **14 Nov. 1974** inclusivement.

Mis en vigueur par décision du Conseil communal du **4 Déc. 1974**

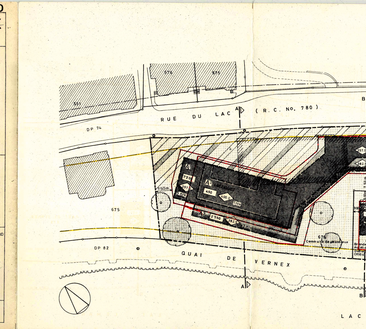
Approuvé par le CONSEIL D'ETAT du canton VAUD dans sa séance du **21 MARS 1975**

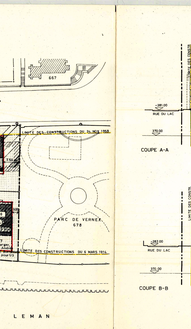
Le Président: Le Secrétaire:

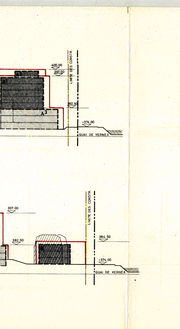
Le Président: Le Secrétaire:

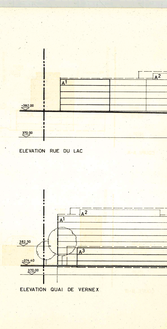
Le Président: Le Secrétaire:

BUREAU: GROUPE D'ETUDES BRUGGER ET SIDERICOS DATE: 3. MAI 1974 ECHELLE: 1: 500









REGLEMENT

Chapitre I

Destination des bâtiments

1) Les bâtiments A1, A2, A3 ne peuvent être affectés à un autre usage que l'exploitation d'un hôtel.

- les niveaux inférieurs, y compris le niveau donnant sur la rue du Lac, pourront être affectés à l'exploitation indépendante de l'hôtel (bâtiment A3 et rez-de-chaussée du bâtiment A1).
- une piscine couverte avec ses locaux annexes peut être incorporée à l'ensemble.

2) Le bâtiment compris dans la périmètre "H" est destiné à l'hôtellerie, à l'habitation ou aux locaux commerciaux.

Chapitre II

Implantation, surfaces constructibles

3) Les gabarits d'implantation et la surface brute de plancher définit dite respectifs, la forme des bâtiments à l'intérieur des gabarits n'est figurée qu'à titre d'indication.

4) La surface brute de plancher pour l'ensemble des bâtiments A1, A2, A3 (complexe hôtelier), ne peut excéder le total de 37'250 m2.

La répartition entre les différents bâtiments est la suivante et peut varier de 10 % au plus en moins, cela sans dépasser le maximum général fixé à l'alinéa précédent :

- bâtiment A1	:	7'200 m2
- bâtiment A2 (antique)	:	450 m2
- bâtiment A3 (niveaux semi-enterrés)	:	2'550 m2

Les surfaces ci-dessus sont calculées de la manière suivante :

- les mesures sont prises au nu extérieur des murs de façades, à l'exclusion des balcons, loggias, combles et bandeaux.
- les surfaces des terrasses et porches d'entrée, sont comptées pour moitié. Les surfaces des locaux techniques des bâtiments, superstructures techniques, ambassadeurs extérieurs et ouvrages légers tels que dallages, perrons, passages couverts, etc.
- exterat ou consolidation comme surfaces brutes de plancher des surfaces de dalles ou de parties des planchers à partir de la Gallerstutre du bâtiment A3.
- La surface brute de plancher du bâtiment A3 sera calculée conformément à la norme No 514 420, édition 1966 de l'Institut pour l'aménagement local, régional et national (ORL).

Sur le tènement du rez-de-chaussée, le bâtiment A1 sera transparent (piliers excepté) sur une longueur minimum égale à 2/3 de la façade en bordure de la rue du Lac (voies centrales 780).

5) Le bâtiment existant, compris dans le périmètre "H", peut être maintenu ou transformé dans son volume actuel.

La Municipalité peut autoriser des aménagements de minime importance tels que locaux, terrasses couvertes, perrons, balcons, etc.

En cas de reconstruction, la surface brute de plancher ne peut excéder le total de 450 m2.

Chapitre III

Ouvertures et superstructures

6) Les cotes d'altitude indiquées pour les toitures et terrasses sont des maximums non-dépassables. Elles sont nécessaires sur le fondement des dalles de couverture, abstraction faite des parapets à fonction technique, sans 8 figure et couches de terre végétale éventuels.

7) Les superstructures à fonctions techniques (cages d'escaliers et d'ascenseurs, locaux de ventilation, cheminées, etc.) seront autant que possible groupées, en vertèbre de famille fonctions satisfaisante. La Municipalité peut faire apporter au projet présenté toutes les modifications qu'elle juge utiles.

Chapitre IV

Architecture et esthétique

8) L'ensemble du complexe hôtelier (bâtiments A1, A2, A3) sera traité comme une seule unité architecturale.

La réalisation des constructions A1, A2, A3 ne peut être fractionnée.

9) Une nouvelle construction dans le périmètre "H" devra s'intégrer à l'architecture du complexe hôtelier.

10) Les toitures seront en terrasses ou avec une pente maximum de 5 %.

Chapitre V

Zone de jardin et d'agrément

11) Les surfaces couvertes à la verdure seront recouvertes de terre et de plantations. Des voies et rampes d'accès aux garages souterrains pourront être aménagées. Les places de stationnement sont autorisées dans les zones définies par le plan.

En outre une partie des surfaces de verdure situées le long du quai Vernex peut être aménagée en jardin-restaurant. Les constructions légères nécessaires à cette fin doivent faire l'objet d'une autorisation spéciale délivrée selon les normes du règlement communal sur le Plan d'Extension et la Police des Constructions.

Chapitre VI

Dispositions générales

13) Les arbres existants au bord de la parcelle, et figurant sur le plan, seront conservés.

Une zone arborisée sera également créée le long de la rue du Lac (RC No 780). La Municipalité fixe le nombre des arbres à planter, leur espacement minimum à la plantation, et les essences à utiliser.

Chapitre IV

Garages et places de stationnement

14) Le nombre de places de parc ne sera pas inférieur à une place pour trois lits.

Les accès aux surfaces de parcage se feront uniquement depuis la RC 780 (rue du Lac).

15) La Municipalité peut imposer ou accorder ménagé d'accès aux garages, la Municipalité peut autoriser des superstructures de minime importance telles que pergolas. Elle fixe les conditions d'accès architectoniques.

15) La Municipalité peut dispenser le constructeur de l'aménagement, sur son terrain, de tout ou partie des emplacements de stationnement obligatoires en vertu de l'article 14, moyennant une celui-ci participe dans une mesure correspondante à la construction d'un parking collectif aspcé par ville.

16) En cas de reconstruction ou d'agrandissement dans le périmètre "H", la Municipalité fixe, en tenant compte de l'usage, le nombre de places de stationnement sera différ selon les normes du règlement communal sur le Plan d'Extension et la Police des Constructions.

Chapitre VII

Dispositions générales

17) Pour le surplus, les lois et règlements cantonaux et communaux sont applicables.